

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 28 mars 1995, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 1 et 2+", a donné le 5 avril 1995 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 maart 1995 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vereenvoudiging van de loopbaan van sommige ambtenaren in de rijksbesturen die behoren tot de niveaus 1 en 2+", heeft op 5 april 1995 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, la demande d'avis est motivée par la rétroactivité du projet au 1er janvier 1994 ou au 1er juin 1994.

En outre,

"Cette réforme statutaire, la plus importante depuis 30 ans dans ce domaine, doit absolument intervenir avant la dissolution des Chambres sous peine de plonger les administrations fédérales dans l'imbroglio juridique pour la confection de leurs nouveaux cadres organiques. En effet, la réforme générale des barèmes et des carrières est déjà réalisée pour les niveaux 2, 3 et 4 et au sein de ces niveaux est déjà d'application le nouveau régime de promotion par avancement barémique alors que la base réglementaire manque encore pour les deux autres niveaux".

*

* *

I. OBJET DU PROJET.

L'arrêté royal en projet réalise, pour les niveaux 1 et 2+, une simplification de la carrière comparable à celle réalisée par l'arrêté royal du 14 septembre 1994

.../...

portant simplification de la carrière de certains agents des administrations de l'Etat appartenant aux niveaux 2, 3 et 4.

Au niveau 1, si l'on excepte les trois rangs supérieurs correspondant aux grades des fonctionnaires généraux, la carrière se réduit à deux rangs : 10 et 13. Au niveau 2+, ne subsistent également que deux rangs : 26 et 28.

Le nombre de grades que peuvent porter les agents des niveaux 1 et 2+ est également réduit en conséquence; en outre, plusieurs grades sont regroupés sous une seule dénomination générique.

Pour compenser cette simplification de la carrière, est instauré le régime de la promotion par avancement barémique, c'est-à-dire l'attribution à l'agent dans son grade de l'échelle de traitement supérieure à celle dont il bénéficiait.

La mise en oeuvre de cette simplification nécessite, comme ce fut le cas pour l'arrêté royal du 14 septembre 1994 précité, de modifier quatorze arrêtés royaux, spécialement :

- l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;
- l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat;

.../...

- l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat;
- l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat;

ces arrêtés ayant été modifiés par un arrêté royal du 17 mars 1995.

*

II. EXAMEN DU PROJET.

Préambule.

1. Lorsque l'ensemble d'un texte est visé au préambule, il y lieu de mentionner toutes les modifications que ce texte a subies et non se limiter à certaines de celles-ci, comme c'est le cas, par exemple, pour les références aux arrêtés royaux des 2 octobre 1937 et 7 août 1939.

Si l'on souhaite ne mentionner que les textes modificatifs qui ont modifié les dispositions reprises au dispositif, il faut les individualiser au préambule, comme il a été fait d'ailleurs pour les références aux textes légaux.

.../...

2. En vertu de l'article 22 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire,

"Tout arrêté (...) mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'inspecteur des Finances et l'accord (...) du ministre qui a le Budget dans ses attributions (...)".

En conséquence, un alinéa visant l'avis de l'inspecteur des Finances doit précéder celui relatif à l'accord du ministre du Budget. On écrira donc :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 24 novembre 1994;".

Dispositif.

Observations générales.

1. La phrase liminaire de nombreux articles est à revoir : si tous les textes qui ont modifié la disposition visée doivent bien y figurer, il y a cependant lieu d'omettre les références aux textes qui sont devenus sans objet. Tel est le cas, par exemple :

- à l'article 5 du projet, qui modifie l'article 75 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, qui fait inutilement mention des modifications apportées par les arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 11 février 1977, alors

.../...

que l'ensemble de l'article a été remplacé par l'arrêté du 28 octobre 1988; en revanche, la modification apportée par l'arrêté royal du 14 septembre 1994 fait défaut;

- à l'article 13 du projet, la modification de l'article 39 de l'arrêté royal du 7 août 1939 doit omettre la référence aux arrêtés royaux des 17 septembre 1969 et 28 février 1986, puisque l'arrêté royal du 13 novembre 1990 a remplacé ledit article 39;
- à l'article 19 du projet, qui, pour les mêmes raisons, doit se limiter à mentionner la modification apportée par l'arrêté royal du 14 septembre 1994.

2. Il n'y a pas lieu subdiviser un article en paragraphes, lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un seul alinéa. Tel est le cas, notamment, à l'article 45, qui remplace l'article 31 de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat.

3. Les renvois opérés à d'autres dispositions d'un même arrêté s'effectuent sans indiquer qu'il s'agit du même texte. A titre d'exemple, dans les articles 31, § 1er, et 32, nouveaux, introduits respectivement par les articles 45 et 46, les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

.../...

Article 5.

Il y a lieu de tenir compte du fait que le projet qui a fait l'objet de l'avis L. 24.045/2 sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, donné le 13 mars 1995, vise également à compléter l'article 75 en y insérant un paragraphe 4.

La disposition actuellement en projet trouverait mieux sa place dans le projet qui a fait l'objet de l'avis L. 24.045/2 précité, à titre de disposition transitoire.

Article 9.

Il s'imposera de revoir la disposition en projet lorsque l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat entrera en vigueur.

Par ailleurs, la disposition en projet trouverait mieux sa place dans le projet qui a fait l'objet de l'avis L. 24.045/2 précité, à titre de disposition transitoire; dans le présent projet, elle sera remplacée par une disposition tenant compte du nouveau régime d'évaluation.

Article 22.

La disposition insère à l'annexe de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique des

.../...

grades que peuvent porter les agents des administrations de l'Etat l'ensemble des nouveaux grades créés aux rangs 26, 28, 10, 13 et 15, et corrélativement raie tous les grades anciens des rangs 15 à 10 et des rangs 29 à 26.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'insérer au paragraphe 2, au rang 10, après le grade de bibliothécaire, le grade de "inspecteur (des lois sociales)".

La même observation vaut pour l'article 31 du projet, à propos de l'article 14, § 2, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, en projet; il y a lieu d'y insérer, au rang 10, après le grade de bibliothécaire, le grade d'"inspecteur (des lois sociales)".

Sans cette adaptation, la mention du grade d'"inspecteur (des lois sociales)" figurant à l'article 37 du projet n'est pas compréhensible.

Articles 23 à 29.

Ces sept articles visent à introduire dans l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat, sous un titre II - De la carrière de certains agents de l'Etat classés dans le niveau 2+, une série continue d'articles.

.../...

Il serait plus clair d'abroger, par un article :

- dans le titre Ier, l'intitulé du chapitre 2 et les articles 9 et 10;
- l'intitulé du titre II, remplacé par l'arrêté royal du 17 mars 1995;
- les articles 11 et 12 rétablis par le même arrêté;
- l'article 13 modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1993.

L'ensemble du dispositif pourrait alors être introduit par une seconde disposition ainsi libellée :

"Il est inséré un titre II - "De la carrière de certains agents de l'Etat classés dans le niveau 2+", comprenant les articles 9 à 13, rédigés comme suit :".

En ce qui concerne l'article 13 en projet, le fonctionnaire délégué confirme qu'il ne s'agit pas d'un avantage nouveau mais seulement de la reproduction des articles 18 à 20 de l'arrêté royal du 15 mars 1993 relatif au statut administratif et pécuniaire de certains agents des administrations de l'Etat, chargés de fonctions en rapport avec l'assistance et l'hygiène, arrêté que le projet abroge.

.../...

Articles 30 à 37.

Ces huit articles visent à introduire dans le même arrêté royal, sous un titre III - De la carrière de certains agents de l'Etat classés dans le niveau 1, une série continue d'articles.

Il serait plus clair d'abroger, par un article, les articles 14 à 18 de cet arrêté royal et d'introduire ensuite le titre III et les articles 14 à 20 par une seconde disposition ainsi libellée :

"Le titre III du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 24 octobre 1967, et comprenant désormais les articles 14 à 20, est rétabli dans la rédaction suivante :

Titre III - De la carrière de certains agents de l'Etat classés dans le niveau 1.

Art. 14 ...".

Article 47.

Dans l'article 33, alinéa 1er, en projet, il y a lieu d'omettre, de l'accord du fonctionnaire délégué, les mots : "et à l'article 65, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat". Par ailleurs, les mots "premier informaticien" doivent être remplacés par "informaticien directeur".

.../...

Article 48.

1. A l'article 34, § 3, alinéa 2, en projet, il faut lire en français : "Cette nomination ne peut porter préjudice ...".

2. Par souci de concordance avec le texte néerlandais, il faut écrire dans la version française du paragraphe 4 : "Les agents nommés en vertu du paragraphe 3 conservent ...".

Article 51.

Dans la version française de l'article 13, alinéa 3, en projet, il faut écrire : "aux conseillers des ministères, lorsqu'elles sont appelées ...".

Articles 54 et 55.

Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit d'une simple adaptation de références sans octroi d'avantages pécuniaires nouveaux.

Article 56.

Par souci de concordance avec le texte néerlandais, il faut écrire dans la version française du a), en projet : "... ou qui remplissaient cette condition à leur retraite, ...".

.../...

Article 61.

L'article 8 du projet qui a fait l'objet de l'avis L. 24.046/2 sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat, donné le 13 mars 1995, vise également à insérer un article 29bis dans l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères.

Il conviendra d'harmoniser les deux projets.

Articles 62 et 63.

Il est à noter, en ce qui concerne la sauvegarde de la compétitivité du pays, que la révision générale des barèmes est faite en exécution du protocole n° 59/1 du 13 juin 1991 du comité commun à l'ensemble des services publics concernant l'accord intersectoriel de programmation sociale pour les années 1991-1994.

Articles 70 et 71.

1. L'article 34 du projet L. 24.045/2 et l'article 4 du projet L. 24.046/2 visent à insérer respectivement un 38° et un 39°. Il conviendra d'harmoniser les projets.

La même observation vaut pour l'article 71 par rapport à l'article 36 du projet L. 24.045/2.

.../...

2. Dans l'article 48quinquies, § 2, alinéa 2, en projet, on écrira : "... bulletin d'évaluation". L'observation vaut mutatis mutandis pour l'article 83 en projet (article 73 du projet).

Article 78.

Les rétroactivités prévues par la disposition en projet ne peuvent être admises que si elles ne portent pas atteinte aux droits acquis des agents.

Article 79.

Cette disposition abroge, en son 1^o, l'arrêté royal du 14 février 1968 fixant des règles particulières pour la rétribution de certains agents de l'Etat, alors que ledit arrêté a déjà été abrogé par l'article 33 de l'arrêté royal du 4 mars 1993 (Moniteur belge du 22 mars 1993).

Au 2^o, la référence à la modification apportée par l'arrêté royal du 3 mars 1970, devenue sans objet, doit être omise.

Article 80.

La disposition en projet n'est admissible que pour autant que le pouvoir accordé au ministre ne lui permette pas de déroger aux règles du statut.

.../...

Article 81.

Les paragraphes 1er et 2 énoncent :

"§ 1er. Tous les actes administratifs pris à l'égard des agents du niveau 2+ visés par le présent arrêté qui ont été accomplis entre le 1er janvier 1994 et la date de publication du présent arrêté, sont censés avoir été accomplis en application dudit arrêté.

§ 2. Tous les actes administratifs pris à l'égard des agents du niveau 1 visés par le présent arrêté qui ont été accomplis entre le 1er juin 1994 et la date de publication du présent arrêté, sont censés avoir été accomplis en application dudit arrêté".

Si la rétroactivité prévue à l'article 78 du projet est admissible, les actes accomplis depuis le 1er juin 1994 ont un fondement juridique et, dès lors, les paragraphes 1er et 2, précités, sont soit inutiles, soit source de confusion.

En conséquence, les paragraphes 1er et 2 doivent être omis.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de terugwerking van het ontwerp op 1 januari 1994 of op 1 juni 1994.

Voorts luidt de motivering aldus :

"Cette réforme statutaire, la plus importante depuis 30 ans dans ce domaine, doit absolument intervenir avant la dissolution des Chambres sous peine de plonger les administrations fédérales dans l'imbroglio juridique pour la confection de leurs nouveaux cadres organiques. En effet, la réforme générale des barèmes et des carrières est déjà réalisée pour les niveaux 2, 3 et 4 et au sein de ces niveaux est déjà d'application le nouveau régime de promotion par avancement barémique alors que la base réglementaire manque encore pour les deux autres niveaux".

*

* *

I. ONDERWERP VAN HET ONTWERP.

Het ontworpen koninklijk besluit voorziet voor de niveaus 1 en 2+ in een vereenvoudiging van de loopbaan, die vergelijkbaar is met die waarin het koninklijk besluit van 14 september 1994 houdende vereenvoudiging van de loopbaan

.../...

van sommige ambtenaren in de rijksbesturen die behoren tot de niveaus 2, 3 en 4 voorziet.

Met uitzondering van de drie hogere rangen die overeenstemmen met de graden van de opperamtenaren, beperkt de loopbaan in niveau 1 zich tot twee rangen, te weten de rangen 10 en 13. In niveau 2+ blijven eveneens slechts twee rangen over, namelijk de rangen 26 en 28.

Het aantal graden dat de ambtenaren van de niveaus 1 en 2+ kunnen voeren, wordt dienovereenkomstig verminderd; tevens worden verscheidene graden samengevoegd onder één enkele benaming.

Teneinde die vereenvoudiging van de loopbaan te compenseren wordt de regeling van de bevordering door verhoging in weddeschaal ingevoerd, waarbij aan de ambtenaar in diens graad de hogere weddeschaal wordt toegekend dan die welke op hem van toepassing was.

Met het oog op de uitvoering van die noodzakelijke vereenvoudiging moeten, zoals het geval was met het voornoemde koninklijk besluit van 14 september 1994, veertien koninklijke besluiten worden gewijzigd, inzonderheid :

- het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel;
- het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel;

.../...

- het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de rijksbesturen kunnen titularis zijn;
- het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen,

welke alle gewijzigd zijn bij een koninklijk besluit van 17 maart 1995.

*

II. ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Aanhef.

1. Wanneer in de aanhef verwezen wordt naar een tekst in zijn geheel, dan behoren alle wijzigingen te worden vermeld die de tekst ondergaan heeft, doch mag men zich niet ertoe beperken sommige ervan te vermelden, zoals bijvoorbeeld het geval is met de verwijzingen naar de koninklijke besluiten van 2 oktober 1937 en 7 augustus 1939.

Indien men alleen de wijzigingsteksten wenst te vermelden die wijzigingen hebben aangebracht in de bepalingen die in het bepalend gedeelte voorkomen, moeten die teksten afzonderlijk in de aanhef worden aangegeven, zoals trouwens geschied is met betrekking tot de verwijzingen naar de wetteksten.

.../...

2. Krachtens artikel 22 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole

"(...) vermeldt elk koninklijk (...) besluit in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de inspecteur van financiën en de akkoordbevinding van (...) de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort (...)".

Bijgevolg moet het lid betreffende de akkoordbevinding van de Minister van Begroting voorafgegaan worden door een lid waarin verwezen wordt naar het advies van de inspecteur van financiën. Men schrijve derhalve :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 24 november 1994;".

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerkingen.

1. De inleidende zin van tal van artikelen moet worden herzien : alle teksten die de betrokken bepaling hebben gewijzigd, moeten erin voorkomen, doch de verwijzingen naar de doelloos geworden teksten moeten vervallen. Dit is bijvoorbeeld het geval met :

- artikel 5 van het ontwerp, dat artikel 75 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 wijzigt, en waarin het onnodig is de wijzigingen aangebracht door de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 11 februari 1977 te

.../...

vermelden, daar het artikel in zijn geheel vervangen is bij het besluit van 28 oktober 1988; de wijziging aangebracht bij het koninklijk besluit van 14 september 1994 daarentegen ontbreekt;

- artikel 13 van het ontwerp, waarbij niet hoeft te worden vermeld dat artikel 39 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 gewijzigd is bij de koninklijke besluiten van 17 september 1969 en 28 februari 1986, aangezien voornoemd artikel 39 vervangen is bij het koninklijk besluit van 13 november 1990;
- artikel 19 van het ontwerp, dat zich om dezelfde redenen moet bepalen tot de vermelding van de wijziging aangebracht bij het koninklijk besluit van 14 september 1994.

2. Er is geen grond om een artikel in paragrafen te verdelen wanneer elk ervan slechts één enkel lid bevat. Dit is inzonderheid het geval met artikel 45, dat artikel 31 vervangt van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de rijksbesturen kunnen titularis zijn.

3. Er wordt naar andere bepalingen van een zelfde besluit verwezen zonder dat wordt aangegeven dat het om dezelfde tekst gaat. Zo moeten bij wijze van voorbeeld in de nieuwe artikelen 31, § 1, en 32, die respectievelijk door de artikelen 45 en 46 worden ingevoegd, de woorden "van hetzelfde besluit" vervallen.

.../...

Artikel 5.

Rekening moet worden gehouden met de omstandigheid dat het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, waarover op 13 maart 1995 advies L. 24.045/2 is verstrekt, eveneens artikel 75 beoogt aan te vullen door invoeging van een paragraaf 4.

Het zou beter zijn de thans ontworpen bepaling bij wijze van overgangsbepaling op te nemen in het ontwerp waarover het voornoemde advies L. 24.045/2 is verstrekt.

Artikel 9.

De ontworpen bepaling moet worden herzien wanneer het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijkspersoneel in werking zal treden.

Voorts zou het beter zijn de ontworpen bepaling bij wijze van overgangsbepaling op te nemen in het ontwerp waarover het voornoemde advies L. 24.045/2 is verstrekt; in het onderhavige ontwerp dient ze te worden vervangen door een bepaling waarin rekening wordt gehouden met de nieuwe evaluatieregeling.

.../...

Artikel 22.

De bepaling voegt in de bijlage bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling van de graden waarvan de ambtenaren in de rijksbesturen kunnen titularis zijn, het geheel van de nieuwe graden in die in de rangen 26, 28, 10, 13 en 15 worden ingevoerd, en zij schrapt terzelfder tijd alle vroegere graden van de rangen 15 tot 10 en van de rangen 29 tot 26.

In paragraaf 2 dient bij rang 10, na de graad van bibliothecaris, de graad van "inspecteur (sociale wetten)" te worden ingevoegd. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 31 van het ontwerp, in verband met het ontworpen artikel 14, § 2, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de rijksbesturen (bladzijde 26); in deze bepaling dient bij rang 10 na de graad van bibliothecaris de graad van "inspecteur (sociale wetten)" te worden ingevoegd.

Zonder die aanpassing is de vermelding van de graad van "inspecteur (sociale wetten)", die voorkomt in artikel 37 van het ontwerp, niet duidelijk.

.../...

Artikelen 23 tot 29.

Deze zeven artikelen strekken ertoe in het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen, onder een titel II - Loopbaan van sommige rijksambtenaren die in niveau 2+ worden ingedeeld, een aaneensluitende reeks artikelen in te voegen.

Het zou duidelijker zijn door middel van één artikel op te heffen :

- in titel I, het opschrift van hoofdstuk II en de artikelen 9 en 10;
- het opschrift van titel II, vervangen bij het koninklijk besluit van 17 maart 1995;
- de artikelen 11 en 12, zoals ze hersteld zijn door datzelfde besluit;
- artikel 13, zoals het gewijzigd is bij het koninklijk besluit van 15 maart 1993.

Het hele dispositief zou dan kunnen worden ingevoegd bij een tweede, als volgt luidende bepaling :

"Er wordt een titel II - Loopbaan van sommige rijksambtenaren die in niveau 2+ worden ingedeeld ingevoegd, bestaande uit de artikelen 9 tot 13, luidende :".

.../...

Wat het ontworpen artikel 13 betreft, bevestigt de gemachtigde ambtenaar dat het niet om een nieuw voordeel gaat, maar alleen om het weergeven van de artikelen 18 tot 20 van het koninklijk besluit van 15 maart 1993 betreffende het administratief en geldelijk statuut van sommige ambtenaren van de rijksbesturen die belast zijn met ambten in verband met bijstand en hygiëne, een besluit dat door het ontwerp wordt opgeheven.

Artikelen 30 tot 37.

Deze acht artikelen strekken ertoe in hetzelfde koninklijk besluit, onder een titel III - Loopbaan van sommige rijksambtenaren die in niveau 1 zijn ingedeeld, een aaneensluitende reeks artikelen in te voegen.

Het zou duidelijker zijn door middel van één artikel de artikelen 14 tot 18 van dat koninklijk besluit op te heffen en daarna titel III en de artikelen 14 tot 20 in te voegen door middel van een tweede, als volgt luidende bepaling :

"Titel III van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1967, voortaan bestaande uit de artikelen 14 tot 20, wordt hersteld in de volgende lezing :

.../...

Titel III - Loopbaan van sommige rijksambtenaren die in niveau 1 zijn ingedeeld.

Art. 14 ...".

Artikel 47.

In het ontworpen artikel 33, eerste lid, behoren de woorden "en het artikel 65, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel" te vervallen. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens. Overigens behoren de woorden "eerste informaticus" te worden vervangen door de woorden "informaticus-directeur".

Artikel 48.

1. In het ontworpen artikel 34, § 3, tweede lid, dient in de Franse tekst te worden gelezen : "Cette nomination ne peut porter préjudice ...".

2. Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, behoort in de Franse tekst van paragraaf 4 te worden geschreven : "Les agents nommés en vertu du paragraphe 3 conservent ...".

.../...

Artikel 51.

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 13, derde lid, schrijve men : "aux conseillers des ministères, lorsqu'elles sont appelées ...".

Artikelen 54 en 55.

Volgens de gemachtigde ambtenaar gaat het om een gewone aanpassing van de verwijzingen zonder toekenning van nieuwe geldelijke voordelen.

Artikel 56.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, behoort in de Franse tekst van het ontworpen onderdeel a) te worden geschreven : "... ou qui remplissaient cette condition à leur retraite, ...".

Artikel 61.

Artikel 8 van het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het rijks-personeel, waarover op 13 maart 1995 advies L. 24.046/2 is gegeven, strekt er eveneens toe in het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries een artikel 29bis in te voegen.

.../...

Beide ontwerpen behoren op elkaar te worden afgestemd.

Artikelen 62 en 63.

Wat de beveiliging van de concurrentiekracht van het land betreft, dient te worden opgemerkt dat de algemene herziening van de weddeschalen geschiedt ter uitvoering van protocol nr. 59/1 van 13 juni 1991 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten betreffende het intersectoraal akkoord voor de sociale programmatie voor de jaren 1991-1994.

Artikelen 70 en 71.

1. Artikel 34 van ontwerp L. 24.045/2 en artikel 4 van ontwerp L. 24.046/2 strekken ertoe respectievelijk een onderdeel 38° en een onderdeel 39° in te voegen. De ontwerpen behoren op elkaar te worden afgestemd.

Deze opmerking geldt tevens voor artikel 71, in samenhang gezien met artikel 36 van ontwerp L. 24.045/2.

2. In het ontworpen artikel 48quinquies, § 2, tweede lid, schrijve men : "...evaluatiestaat". De opmerking geldt tevens mutatis mutandis voor het ontworpen artikel 83 (artikel 73 van het ontwerp).

.../...

Artikel 78.

De terugwerkingen waarin door de ontworpen bepaling is voorzien, kunnen maar worden toegestaan als zij geen afbreuk doen aan de verkregen rechten van de ambtenaren.

Artikel 79.

Onderdeel 1^o van deze bepaling heft het koninklijk besluit van 14 februari 1968 tot vaststelling van bijzondere regelen voor de bezoldiging van sommige rijkspersoneelsleden op, terwijl dat besluit al is opgeheven bij artikel 33 van het koninklijk besluit van 4 maart 1993 (Belgisch Staatsblad van 22 maart 1993).

In onderdeel 2^o is de verwijzing naar de wijziging die door het koninklijk besluit van 3 maart 1970 is aangebracht, doelloos geworden en behoort ze te vervallen.

Artikel 80.

De ontworpen bepaling kan maar worden toegestaan voor zover de aan de minister opgedragen bevoegdheid het hem niet mogelijk maakt van de rechtspositieregeling af te wijken.

.../...

Atikel 81.

De paragrafen 1 en 2 luiden als volgt :

"§ 1. Alle bestuurshandelingen gesteld ten aanzien van de ambtenaren van niveau 2+ bedoeld in dit besluit die werden verricht tussen 1 januari 1994 en de datum van bekendmaking van dit besluit, worden geacht te zijn voltrokken met toepassing van dit besluit.

§ 2. Alle bestuurshandelingen gesteld ten aanzien van de ambtenaren van niveau 1 bedoeld in dit besluit die werden verricht tussen 1 juni 1994 en de datum van bekendmaking van dit besluit, worden geacht te zijn voltrokken met toepassing van dit besluit."

Indien de terugwerkende kracht waarin artikel 78 van het ontwerp voorziet aanvaardbaar is, hebben de handelingen die sedert 1 januari 1994 gesteld zijn een rechtsgrond, en zijn de voornoemde paragrafen 1 en 2 bijgevolg ofwel niet dienstig ofwel een bron van verwarring.

Bijgevolg behoren de paragrafen 1 en 2 te vervallen.

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. B. DEROUAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. QUINTIN, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. DEROUAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. QUINTIN, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.